

La lutte pour l'initiative 1000 emplois s'annonce rude

Delphine Palma - 11.05.2023

3–4 minutes

Créer 1000 emplois chaque année dans les collectivités publiques et favoriser la diminution du temps de travail pour tous à 32 heures. L'initiative «1000 emplois», lancée par les syndicats genevois est au menu des votations du 18 juin. Les initiants visent le plein-emploi et une transition écologique apaisée. Les opposants jugent cette proposition totalement à côté de la plaque.

Affiches et tracts sont en place. Les syndicats sont prêts à monter au front pour défendre leur initiative baptisée « 1000 emplois ». Celle-ci demande à L'Etat de consacrer 100 millions de francs minimum par an pour créer des postes dans les secteurs identifiés en tension: santé, social, formation, transition écologique, et ce lorsque le taux de chômage atteint 5% . En parallèle, le secteur privé est encouragé à passer à la semaine de 32 heures, sans diminution de salaire.

Objectif triple

L'objectif est des plus ambitieux : venir à bout du chômage et lancer la transition écologique. «Il s'agit de changer de paradigme, véritablement», indique Davide de Filippo, coordinateur de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS). « Le but est de résorber le chômage en créant des emplois. Ensuite, de doter les

collectivités publiques des moyens nécessaires pour entreprendre l'immense chantier de la transition écologique. Et puis enfin, il s'agit de répondre aux besoins de la population en matière de santé, de social et dans le domaine sanitaire. »

"Initiative dogmatique"

À gauche, de nombreuses associations et le PS soutiennent cette initiative, mais pas les Verts qui ne la trouve qu'en partie bonne et laisse la liberté de choix. Les autres tirent boulets rouges sur ce projet. Le PLR, en particulier, le juge dogmatique et déconnecté des réalités économiques. « Les emplois dans la fonction publique ont augmenté sensiblement plus que dans le secteur privé. La fonction publique est déjà la plus richement dotée de Suisse », réagit le député PLR Vincent Subilia. « Il vaudrait mieux répondre aux enjeux du chômage en insistant sur la formation, afin que les emplois soient en adéquation avec les besoins du marché. »

Pour la transition écologique

Informatique, ingénierie et santé ont le plus besoin de main-d'œuvre selon les milieux économiques. L'idée de cette initiative est de créer de nouvelles débouchées répondent les syndicats, et notamment dans la transition écologique. « Si on ne met pas maintenant les moyens dans la transition écologique, on ne la fera pas et on va droit dans le mur », prévient M. De Filippo.

Le montant de cette initiative coûterait 6 milliards sur 10 ans estiment les opposants. Un chiffre mensonger réagissent les syndicats. Pour eux, la diminution du chômage permettrait de faire au final des économies. Ce mois d'avril 2023 le chômage est estimé à 3,7 % à Genève. Le taux toujours le plus élevé de Suisse.



Intervention de Vincent Subilia, député PLR, directeur de la CCIG : 01:18 - 01:45.